

Brochure n° 3193

**Convention collective nationale**

IDCC : 1596. – **BÂTIMENT**  
**Ouvriers**  
**(Entreprises occupant jusqu'à 10 salariés)**

ACCORD DU 13 MAI 2008  
RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX AU 1<sup>ER</sup> MAI 2008  
(MIDI-PYRÉNÉES)  
NOR : ASET0850702M  
IDCC : 1596

Entre :

L'union régionale CAPEB Midi-Pyrénées ;  
La fédération française du bâtiment Midi-Pyrénées ;  
La fédération Sud-Ouest des SCOP du BTP ;  
La délégation régionale de la FFIE,

D'une part, et

La CFDT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

En application des articles 12.8 et 12.9 de la convention collective nationale du bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962, conformément à l'accord national du 12 février 2002 relatif aux barèmes des salaires minimaux des ouvriers et des ETAM du bâtiment, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies le mardi 13 mai 2008 et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des ouvriers des entreprises artisanales du bâtiment (occupant jusqu'à 10 salariés) de la région Midi-Pyrénées.

## Article 2

Pour la région Midi-Pyrénées, les parties signataires du présent accord ont fixé les barèmes des salaires minimaux des ouvriers des entreprises artisanales du bâtiment occupant jusqu'à 10 salariés, applicables comme indiqué dans le tableau ci-après.

Au 1<sup>er</sup> mai 2008

(En euros.)

CATÉGORIE professionnelle	COEFFICIENT	SALAIRE MENSUEL minimal	TAUX HORAIRE minimal
Niveau I Ouvriers d'exécution :			
– position 1 .....	150	1 339,00	8,83
– position 2 .....	170	1 367,53	9,02
Niveau II Ouvriers professionnels	185	1 447,74	9,55
Niveau III Compagnons professionnels :			
– position 1 .....	210	1 581,42	10,43
– position 2 .....	230	1 688,37	11,13
Niveau IV Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe :			
– position 1 .....	250	1 795,31	11,84
– position 2 .....	270	1 902,26	12,54

## Article 3

Conformément au code du travail, le présent accord sera déposé à la direction départementale du travail et de l'emploi de la Haute-Garonne, et remis au secrétariat-greffe du conseil des prud'hommes de Toulouse.

## Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministre du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité.

Fait à Toulouse, le 13 mai 2008.

(Suivent les signatures.)